

installe la machinerie importée qui actionnera 3,660 fuseaux à drap et 1,060 fuseaux à laine peignée. Quatre fabriques d'huile de coton capables de presser 19,500 tonnes par année ont commencé à fonctionner, et l'on travaille à accroître cette capacité de 57,500 tonnes. Une sucrerie capable de produire 35,000 tonnes de sucre par année a été établie, et une usine de sulfate d'ammoniaque d'un rendement de 50,000 tonnes est en construction.

Au Vietnam, les rizières se sont étendues de près de 500,000 acres depuis 1951. La consommation d'énergie électrique est passée de 195 millions de kw en 1952 à 238 millions en 1953. La production du charbon a augmenté de 638,000 tonnes en 1951 à 894,000 en 1952 et on s'attend qu'elle excède 1,000,000 de tonnes en 1953.

Le rapport reconnaît que tout programme de mise en valeur, dans quelque pays que ce soit, doit être réalisé surtout avec les ressources nationales. L'aide extérieure n'en a pas moins un rôle vital à jouer. Depuis l'institution du plan de Colombo, une aide substantielle a été fournie, à la fois sous forme de biens et sous forme d'assistance technique. Elle a été assurée à la fois par des échanges entre les pays de la région et par des envois de l'étranger. Les dons et les prêts reçus de l'étranger depuis la fin de 1950 pour le développement économique du sud et du sud-est de l'Asie se chiffrent au total par plus d'un milliard de dollars (environ 360 milliards de livres sterling). Cette assistance a été fournie par l'Australie, le Canada, les États-Unis, la Nouvelle-Zélande, le Royaume-Uni et la Banque internationale de reconstruction et de mise en valeur.

Le rapport note que l'approvisionnement en matériels et en fournitures diverses est généralement plus facile qu'aux premières phases du programme. Il souligne que la baisse des prix des matières premières depuis les hauts niveaux de 1950-1951 a réduit de beaucoup les ressources de la plupart des pays de la région. En même temps, le coût des programmes de mise en valeur a augmenté de façon appréciable.

Même s'il s'agit là de sérieux problèmes, il est essentiel que la mise en œuvre des programmes de développement économique progresse aussi rapidement. C'est pourquoi il est évident que les pays de la région doivent tout faire pour mobiliser leurs propres ressources. Le besoin de compléter celles-ci par une assistance de l'extérieur demeure aussi impérieux que durant les premières années du Plan.

Devant l'ampleur de la tâche, les pays du plan de Colombo ont démontré qu'ils sont capables d'établir des projets aussi hardis que réalistes et qu'ils peuvent faire face à la bonne comme à la mauvaise fortune. Leur courage et leurs ressources ont été soumis à une dure épreuve ces dernières années, et la façon dont ils ont réagi semble la plus sûre garantie que le plan de Colombo réalisera et peut-être même surpassera les espoirs qu'il suscite.

Contribution du Canada

Voici un extrait du rapport expliquant la contribution du Canada au plan de Colombo.

Dans le cadre du plan de Colombo, le Canada, par des crédits parlementaires annuels, a mis jusqu'ici à la disposition des pays du sud et du sud-est de l'Asie une somme globale d'environ 76.6 millions de dollars. Sur ce montant, 75 millions ont été affectés à l'assistance économique et environ 1.6 millions à l'assistance technique. Pour faciliter une préparation et une mise en œuvre efficaces, le Parlement canadien a décidé cette année de reporter d'une année à l'autre les fonds non dépensés du plan de Colombo.